

PROCÈS DE L'AFFAIRE SONATRACH 1

Polémique autour de l'absence d'expertise

Pourquoi n'a-t-on pas procédé à une expertise dans l'affaire du scandale Sonatrach ? Quelles étaient les motivations du juge instructeur en charge de l'affaire pour évaluer cette importante étape dans le processus de l'instruction de l'affaire Sonatrach ? Des questions qui sont restées sans réponses, mais soulevées au quatorzième jour de l'audition des mis en cause dans cette affaire.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le procès de l'affaire Sonatrach 1 se dirige droit vers un face-à-face entre la défense et l'accusation. Hier, lors de l'audition du troisième groupe des personnes (morales) mises en cause dans cette affaire, il ressort clairement un déficit dans le processus portant instruction de cette affaire. Il s'agit de l'absence de l'expertise que la défense n'a cessé de revendiquer tout au long de l'instruction de cette affaire. Le représentant du groupe algéro-allemand Contel-Funkwerk, le Germanique M. Thalammer n'est pas allé par trente-six chemins pour soulever la problématique à la grande-gêne du président du tribunal criminel.

«Ce que je suis en train de vous expliquer, M. le président, est quelque chose de très compliqué et complexe. Si réellement, il y a eu une expertise voire une évaluation éventuelle du préjudice, on aurait situé les failles et les responsabilités. Or dans le cas échéant, le juge instructeur a refusé qu'il y ait une expertise et par conséquent, je rejette toutes les accusations qui sont portées à l'encontre de notre société», lâche le représentant du groupement allemand. Ainsi pour de nombreux observateurs, c'est cette donne, autrement dit «l'absence d'une

expertise» qui sera un véritable moyen de défense des avocats et qui aura à peser dans le verdict final. Pour ces mêmes observateurs, «l'expertise judiciaire est généralement une étape incontournable». La raison ? : «Il est souvent particulièrement difficile pour un profane ou pour un juriste d'évaluer la consistance d'un désordre, son importance, les réparations nécessaires ou de déterminer les responsabilités». Dans le cas échéant, le recours à une expertise judiciaire relève du pouvoir souverain des juges de fond qui, conformément au code de procédure pénale, peuvent l'ordonner, soit d'office, sans avoir à solliciter les observations des parties, soit à la demande de celles-ci, ou bien la refuser. Il est donc utile de disposer d'un document technique reprenant toutes ces questions et qui pourra éclairer le tribunal.

Rejet en bloc

Cela dit, hier, quatorzième jour du procès, le juge a entamé l'audition des représentants de sociétés mises en cause dans cette affaire et poursuivies par l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation par de deux chefs d'inculpations. Il s'agit «de la surfacturation, trafic d'influence et corruption dans la conclusion des contrats». Des accusations

que rejettent les représentants des sociétés Saipem, du groupe algéro-allemand Contel-Funkwerk, de Contel et de Funkwerk. Le représentant de Saipem, l'Italien, M. Galli Poli dira à ce propos que «notre société qui active en Algérie depuis 1969 a toujours respecté la loi et la réglementation en vigueur. «Saipem a décroché depuis son entrée en Algérie, il y a de cela une cinquantaine d'années, 157 contrats avec Sonatrach. Depuis l'arrivée de M. Meziane à la tête de Sonatrach, nous avons participé à une vingtaine d'avis d'appels d'offres et nous avons décroché sept contrats. Et tous ces contrats remportés, que ce soit avant ou pendant l'exercice de M. Meziane étaient conformes à la loi et à la réglementation en vigueur», explique l'Italien en présence de son traducteur. Il appuie ses propos, en citant la situation sécuritaire de l'époque, la difficulté de l'environnement ou encore l'urgence de la réalisation du projet.

«Depuis mon audition, j'ai essayé de vous expliquer la complexité de ce projet (GK3), notamment à travers la complexité de la situation géographique et la situation sécuritaire qui sévissait dans certaines régions ou devait traverser la canalisation du GK3», explique-t-il en citant en exemple la grande forêt de Skikda. Même explication du représentant groupe algéro-allemand Contel-Funkwerk, ou encore ceux des sociétés Contel ou Funkwerk.

L'audition des personnes morales s'est poursuivie hier,



Le 14^e jour a vu l'audition des représentants des sociétés mises en cause dans cette affaire.

Photo : Samir Sid

tard dans la soirée. Pour aujourd'hui, mardi, quinzième jour du procès, il est attendu l'audition des témoins. Et pour la défense, il s'agira d'une ultime étape qui déterminera les contours de la suite du procès. Pour d'autres avocats, l'audition des témoins constituera la grande surprise de ce procès.

Pour rappel, avant-hier, l'ex-P-dg de Sonatrach Mohamed Meziane avait indiqué que «le groupe Sonatrach est une compagnie très importante, car assurant 70% des recettes algériennes en devises, ce qui implique la rapidité dans la prise de certaines décisions d'où l'urgence invoquée pour la réalisation du projet de contrôle et de surveillance électronique des infrastructures et de la base de vie dans le sud du pays, après les incidents et les explosions ayant ciblé certaines infrastruc-

tures notamment à Skikda et à Ouargla».

Le prévenu a également soutenu que son fils Mohamed Réda n'avait rien fait pour que le groupe allemand Contel-Funkwerk remporte le marché de la base de vie du 24 février 1971. A une question du président du tribunal criminel d'Alger, Mohamed Reggad, M. Meziane a indiqué que «la directive R15 considère la passation de marchés à travers le recours aux appels d'offres comme principe fondamental et que la consultation limitée et le gré à gré simple sont des procédures exceptionnelles, soulignant que les conditions sécuritaires difficiles qui prévalaient dans le sud du pays en 2004 exigeaient une célérité dans la réalisation de ce projet, d'où le recours au gré à gré simple».

A. B.

CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

Les Algériens dans l'attente des nouvelles factures

Les Algériens ignorent ce que leur réserve leur prochaine facture d'électricité et de gaz, suite aux augmentations de l'énergie prévues par la loi de finances 2016. Pour un grand nombre d'entre eux, c'est cette première facture de 2016 qui décidera du comportement qu'ils auront à adopter.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - La plupart des Algériens attendent la facture d'électricité et de gaz du premier trimestre 2016 pour juger de l'utilité d'une éventuelle économie sur la consommation de l'énergie. C'est le cas de Kamel, cadre dans une entreprise nationale. «J'attends la première facture pour voir comment l'augmentation a été faite et décider ainsi comment agir sur surtout la consommation de l'électricité, car généralement le gaz nous ne le consommons pas beaucoup», dit-il.

Toujours est-il, ce père de famille n'a pas hésité à initier ses enfants à adopter des gestes de rationalisation. «J'ai instruit mes trois enfants d'éteindre les lampes une fois sortis de la pièce car ce sont souvent eux qui les oublient allumées». Autre économie : «Nous avons



La grande surprise.

aussi réduit l'utilisation des appareils électriques accessoires dont nous pouvons nous passer», ajoute-t-il.

Certes, Kamel reconnaît que ce ne sont que des économies faites «à l'aveugle» puisque toujours dans l'incertitude, il ignore pour le moment comment les augmentations vont s'opérer.

Même comportement chez la famille de Souad qui compte quatre familles sous le même toit. Outre partager équitablement la facture de l'électricité et du gaz, les quatre frères ont aussi pris la

décision de réduire la consommation en énergie. Seulement, note-t-elle, «c'est très difficile de gérer et d'économiser sur l'électricité quand vous avez des enfants à la maison surtout concernant l'utilisation de la télévision et de l'ordinateur».

Employée dans le privé, Souad avoue faire le gendarme à la maison. «Les enfants ont tendance à laisser les lampes allumées et je ne fais que les rappeler à l'ordre. D'ailleurs, depuis le début de cette année, nous n'utilisons que des lampes économiques», dit-elle.

Et pas que cela puisqu'elle affirme que même se réchauffer à l'aide du radiateur se fait désormais avec «beaucoup de modération». «Finis le temps où nous laissons le radiateur branché durant de longues heures. Aujourd'hui, nous ne l'utilisons que pour réchauffer l'air ambiant et l'éteignons au bout de trois quarts d'heure», assure-t-elle.

Même Souad et sa famille font dans l'économie, ils attendent la consultation de la facture d'électricité et du gaz du premier trimestre de l'année pour décider de la gestion de leur consommation et leur budget.

Tenant une épicerie rue Hassiba-Ben-Bouali à Alger, Mourad assure qu'il continue à consommer l'énergie comme d'habitude et sans aucune modification au magasin comme à la maison. «Pour l'instant, je n'ai adopté aucun geste d'économie. C'est la première facture de l'année qui va me permettre de voir comment réagir», dit-il. D'ailleurs, poursuit-il, «je ne vois pas comment je pourrais diminuer la consommation en électricité dans le magasin puisque les frigos doivent rester branchés sans interruption pour garder la marchandise au frais».

Ry. N.

Photo : DR